

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-troisième Législature, deuxième session

1988, chapitre 2
LOI N° 1 SUR LES CRÉDITS, 1988-1989

Projet de loi 18

présenté par M. Gérard D. Levesque, ministre des Finances

Présenté le 30 mars 1988

Principe adopté le 30 mars 1988

Adopté le 30 mars 1988

Sanctionné le 31 mars 1988

Entrée en vigueur: le 31 mars 1988

Loi modifiée: Aucune



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 2

Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989

[Sanctionnée le 31 mars 1988]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

6 217 967
741,67 \$
pour
1988-1989

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 6 217 967 741,67 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 5 839 701 800,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 68 103 350,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Évaluation foncière » du ministère des Affaires municipales;

3° 2 985 783,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 « Relations avec les municipalités » du ministère des Affaires municipales;

4° 22 669 250,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Financement agricole » du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5° 37 482 633,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 « Enseignement privé » du ministère de l'Éducation;

6° 665 066,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 « Financement forestier » du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7° 3 799 866,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 « Gestion de la trésorerie et de la dette publique » du ministère des Finances;

8° 4 962 675,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 « Développement du loisir, des sports et du plein air » du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

9° 154 021 415,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Prestations d'aide sociale » du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

10° 83 575 900,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 « Transport scolaire » du ministère des Transports.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 31 mars 1988.